

LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES EN CHINE

En septembre 2005, lors du premier forum CSR international sino-européen, le vice-ministre chinois du Commerce, Yi Xiaozhun, ainsi que des dirigeants d'entreprise et des représentants officiels des organisations patronales et syndicales, ont expliqué de quelle manière ils participaient activement à la mise sur les rails de la RSE, à la fois dans la communauté économique et dans l'administration publique de la Chine.

C'est dans un contexte d'essor rapide de la RSE et de recherche d'un développement durable et harmonieux en Chine que l'ORSE (Observatoire sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises) et CSR Europe publient la première étude sur la RSE en Chine. Cette initiative fait écho à la conférence organisée par l'ORSE le 14 février 2006 sur ce thème de la RSE en

Chine au cours de laquelle de nombreux acteurs clés sont intervenus : CSR Europe, BSR (Business for social Responsibility), Amnesty International, la FIDH, la CISL ainsi que le PNUE (Programme de Nations Unies sur l'Environnement).

Cette étude se propose de mettre en contexte la RSE en Chine, de décrire le cadre légal et normatif de la RSE en Chine et de présenter quelques parties prenantes et certaines de leurs initiatives.

L'objectif est le suivant : aider tous ceux qui veulent investir en Chine mais qui s'interrogent sur la manière dont ils peuvent concilier les impératifs de performance et les différents enjeux du développement durable (environnement, conditions de travail et respect des droits de l'homme).

→ PLAN DE L'ETUDE ←

- L'état des lieux de la RSE en Chine aujourd'hui : Quels en sont les enjeux et les acteurs ? Quelles sont les particularités culturelles chinoises ?
- L'étude du cadre légal et normatif de la RSE en Chine, entre influence des organisations internationales et européennes et droit national

Le cadre juridique national

- Les normes de management RSE: Social Accountability 8000 (SA 8000), China Social Compliance 9000 (CSC 9000) et normes ISO
- La législation environnementale
- Le droit du travail en Chine
- La législation chinoise sur les droits de l'homme
- L'enjeu primordial d'une législation efficace de lutte contre la corruption

Les programmes internationaux actifs en Chine

- Agenda 21
- Les programmes des Nations-Unies
- Les programmes de l'Union Européenne
- La GRI

- Parties prenantes et les initiatives RSE en Chine

Les différents moyens d'action et présentation des acteurs de la RSE en Chine

- Les partenariats stratégiques entreprises/ONG
- Les coalitions d'entreprises
- Les plate-forme d'échanges d'informations
- Centres de recherches

Les initiatives RSE des entreprises et les acteurs pour :

- l'environnement,
- les conditions des travailleurs et les droits de l'homme
- la santé : le cas préoccupant de l'épidémie du SIDA en Chine
- l'éducation et la lutte contre la pauvreté

• Le bilan écologique en Chine

Des ressources limitées

En effet les ressources en eau du pays sont inférieures à 2,200 mètres cubes par habitant, soit seulement un quart de la moyenne mondiale. La surface de terre arable par habitant est inférieure à la moitié de la moyenne mondiale. La Chine utilise 10 % de la surface de terre cultivable mondiale pour nourrir 22 % de la population de la planète.

La pollution et les gaz à effet de serre

75 % de l'eau des lacs et fleuves chinois est trop polluée pour la consommation, la pêche ou l'irrigation. 16 des 20 villes les plus polluées au monde se trouvent en Chine. Le pays est le 2^e émetteur mondial de gaz à effet de serre, derrière les Etats-Unis.

La Banque mondiale estime que cette pollution coûte à la Chine plus de 54 milliards de dollars par an en dégradation de l'environnement, mortalité et maladie.

Le problème des déchets électroniques

Près de 80 % des déchets électroniques de la planète vont en Asie et parmi ceux-ci, près de 90% arriveraient en Chine malgré l'interdiction officielle d'importation de ces derniers. Le faible coût de sa main-d'œuvre a même rendu rentable le recyclage à la main des pièces électroniques usagées.

La biodiversité menacée

La déforestation

• Les particularités culturelles et obstacles à la mise en place d'une politique de RSE efficace en Chine

La confusion entre RSE et action caritative

La Chine n'en est qu'au début de son développement en termes de RSE et les chefs d'entreprise et les journalistes mal informés peuvent confondre différentes notions.

Des pratiques RSE inégalement réparties sur le territoire

Une nette division géographique est observable en termes de pratiques RSE. C'est dans les villes du sud et de la côte est que la RSE reçoit le meilleur accueil, et plus particulièrement à Hong Kong, où les activités RSE sont les plus diversifiées et où sont produits la plupart des rapports annuels sur les questions sociales. C'est également dans cette ville que sont installées la plupart des ONG qui participent activement aux questions relatives à l'hygiène et à la sécurité sur le lieu de travail.

La réticence des entreprises chinoises

Les observateurs étrangers confirment l'existence d'une aversion générale pour le concept de RSE dans le pays. Celle-ci est notamment présente dans les entreprises exportatrices, telles que les entreprises

textiles, les fabricants de chaussures, de jouets... Les fournisseurs doivent se conformer à des normes particulièrement contraignantes en termes de conditions de travail avant de pouvoir conclure des contrats de fabrication. Les entreprises regrettent également de devoir travailler à prix concurrentiels tout en supportant le coût des mesures sociales. Ces contraintes ne sont pas simplement devenues un fardeau financier, mais elles entravent également la gestion courante car il n'existe pas de norme uniforme entre les entreprises

FOCUS : Les conditions de travail en Chine

Les travailleurs migrants, les mingong (paysan ouvrier)

La dernière décennie du XX^{ème} siècle a été celle de mouvements massifs de population en Chine. Le nombre de personnes qui a migré a doublé, passant de 70 millions en 1993 à 140 millions en 2000. L'on parlait alors d'un afflux de « population flottante », sur les chantiers de construction urbains ou dans les usines des zones économiques spéciales. Le mingong, l'ouvrier d'origine paysanne, était né.

C'est la persistance du système des hukou (permis de résidence), attachant les populations rurales à leur lieu de naissance, qui a permis de maintenir un vaste réservoir de main-d'œuvre à un coût très faible. « A travail égal d'un ouvrier, un mingong gagne moins, travaille plus et n'a pas les mêmes droits », explique Lu Xueyi, président de l'Association chinoise de sociologie. Pourtant, ces derniers contribuent largement au développement de l'économie chinoise.

L'absence de liberté syndicale

L'article 2 de la Convention 87 de l'OIT stipule que les travailleurs ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux statuts de ces dernières. Pourtant, la loi chinoise sur les syndicats de 2001 prévoit que l'établissement des syndicats de base doit être autorisé par le syndicat supérieur, la Fédération chinoise des syndicats, All China Federation of Trade Unions (ACFTU). Toute tentative faite par les salariés de constituer une organisation indépendante s'est heurtée à une sévère répression. Si cette Convention n'a pas pour objet de rendre obligatoire le pluralisme syndical, celui-ci doit rester possible dans tous les cas, même si un régime d'unicité a été, à un moment donné, adopté par le mouvement syndical. Or, la loi sur les syndicats de 2001 maintient le monopole du syndicat officiel et prévoit expressément l'autorité du Parti communiste chinois sur le syndicat : « L'unicité syndicale en Chine constitue un choix historique du mouvement ouvrier ; la pluralité syndicale divise la force ouvrière et en conséquence réduit le poids du syndicat dans ses rapports avec le gouvernement. »

Website : <http://www.icftu.org>

- **La définition chinoise du concept scientifique du développement**

Voici les cinq piliers du concept scientifique du développement, qui s'appuie sur un développement équilibré, coordonné et durable :

- la coordination du développement dans les villes et à la campagne,
- la coordination du développement des différentes régions,
- la coordination du développement économique et social,
- l'établissement d'une relation harmonieuse entre l'homme et la nature
- la coordination du développement national et l'ouverture au monde extérieur

- **Le PIB Vert : un nouvel outil pour la Chine ?**

Le 24 août 2006, Beijing a officiellement commencé à promouvoir l'indice du « PIB vert » dans ses calculs économiques et à enquêter sur les pertes économiques induites par la pollution.

Le **PIB vert** désigne le produit intérieur brut après déduction du coût des dommages environnementaux résultant des activités économiques. Concept créé par la Banque mondiale en 1997, le PIB vert sert à mesurer la véritable richesse nationale d'un pays.

- **Une initiative sectorielle chinoise : la norme de management RSE CSC 9000 pour le textile et l'habillement**

C'est en réponse à un manque d'adaptation de certaines normes de management RSE internationales, comme la SA 8000, que l'industrie du textile chinoise a élaboré en 2005 une norme de management RSE dans le textile et l'habillement : le China Social Compliance 9000 for the Textile and Apparel Industry, ou CSC 9000 . Le CSC 9000 a été élaboré, soutenu et sera supervisé par le CNTAC, Chinese Nation Textile and Apparel Council, (Conseil National chinois du textile et du vêtement) organisme de la fédération nationale responsable du secteur du textile et du vêtement.

Il est composé de lois et réglementations chinoises existantes, de conventions et standards internationaux et s'adapte aux situations particulières du contexte chinois (travailleurs migrants, situation syndicale...). Il représente un système de gestion commerciale destiné aux entreprises désireuses de se comporter en acteurs citoyens socialement responsables. Depuis sa publication au début du mois de juin 2005, quelque 140 entreprises et fédérations du secteur ont approuvé le CSC 9000 et ont adhéré à la Responsible Supply Chain Association (RSCA), ONG qui fait la promotion de la RSE dans le secteur. Le CSC 9000 est composé de lois et réglementations chinoises existantes, et représente un système de gestion commerciale destiné aux entreprises désireuses de se comporter en acteurs citoyens socialement responsables. Il soutient également l'élargissement du processus décisionnel à d'autres parties prenantes, les salariés principalement. L'ACFTU, seul syndicat officiellement reconnu, et ses différentes branches sont l'interlocuteur désigné.

- **Le Manifeste de Pékin sur la RSE pour les entreprises chinoises**

En septembre 2005, immédiatement après le sommet annuel sino-européen, la China WTO Tribune a organisé, en partenariat avec CSR Europe, le premier « forum international CSR sino-européen ».

Cette conférence visait entre autres à célébrer le lancement du « Manifeste de Pékin sur la RSE pour les entreprises chinoises ». A cette occasion, plusieurs entreprises chinoises dont Haier, Shanghai Emminence Group ... ont exprimé leur soutien à ce Manifeste. Voici ses idées principales :

« Il est peu probable qu'une entreprise sans aucun sens de sa responsabilité sociale parvienne à un développement durable. De même, une société dont les entreprises seraient dénuées du sens de la responsabilité sociale ne pourrait pas suivre une progression saine et harmonieuse.[...]

Notre premier objectif est de parvenir à un développement harmonieux entre les entreprises et la société.[...]

Notre objectif fondamental en termes de RSE est d'améliorer de plus en plus la compétitivité responsable des entreprises.[...]

Nous pensons que le rythme de croissance de la construction de la responsabilité sociale des entreprises dépendra de la somme des forces spécifiques propres que les entreprises mettront en œuvre pour résoudre les questions environnementales et sociales afin de parvenir à une prospérité mutuelle des entreprises et de la société. »

- **Declaration of 2005 GoTone-Nanchang International Forum of Constructing Harmonious Society and Corporate Social Responsibility**

The GoTone-Nanchang International Forum for "Constructing a Harmonious Society and Corporate Social Responsibility" was held in the Jiangxi provincial capital, Nanchang on October 15th, 2005. Attended by 350 participants, it was the first CSR conference organized at the government level in China. A document entitled the 'Declaration of the 2005 GoTone-Nanchang International Forum of Constructing Harmonious Society and Corporate Social Responsibility' was announced during the forum by the organizers. Its key points are as follows:

" [...] All participants of 2005 GoTone-Nanchang International Forum of Constructing Harmonious Society and Corporate Social Responsibility consider that enterprises are powerful social organization, should take more responsibility and play more important roles. Constructing harmonious society must establish innovative relationships between enterprises and society, promote CSR sense and gradually, found an interactive new model between enterprise and society. [...]"

2005 GoTone-Nanchang International Forum of Constructing Harmonious Society and Corporate Social Responsibility also proposes that enterprises should promote economic development (advance productivity, promote enterprise development, create social wealth, and so on), be human-centred (treat humans as a primary resource, safeguard employee safety and health, improve working conditions, standardise employee agreements, enhance employee loyalty, and so on), standardise enterprise actions (advocate honest operations, protect the legal rights of employees, customers and shareholders, reject fraud, bribes and corruption, and so on), actively engage in recycling and environmental protection (implementing ISO14000, rely on clean energy, protect ecological systems, etc), and vigorously promote social development (sponsoring education, society culture, public service, engage in disaster relief, assist those in poverty, etc).

→ Les réseaux d'entreprises pour la promotion de la RSE en Chine et les sources d'information sur le sujet ←

Quelques réseaux d'entreprises pour la promotion de la RSE en Chine

- **Business for Social Responsibility (BSR)**
BSR a ouvert un bureau à Canton en 2005 après plusieurs années à Hong Kong. L'équipe actuelle se compose de 4 personnes en Chine et est dirigée par le Responsable Pays Zhou Weidong. BSR a de plus instigué et dirigé le « China Training Institute » qui offre des programmes de formation sur des questions de chaîne d'approvisionnements liées à la RSE. Il fournit également des services de conseil, donne des cours mensuels ouverts au public visant à offrir un renforcement des capacités des cadres moyens de la chaîne d'approvisionnement de la Chine.
Enfin, BSR développe son réseau de membres à travers les entreprises chinoises et a publié le dernier numéro de *Leading Perspectives*, le magazine trimestriel de BSR, sur le thème de la RSE en Chine, à la fois en chinois et en anglais. Le dernier numéro évoque d'ailleurs la publication de la présente étude. De plus, le 14 février 2006, BSR a participé à une conférence lancée par ORSE, en partenariat avec CSR Europe et BSR sur le thème de la « RSE en Chine : enjeux, initiatives et acteurs ».
Site Web : <http://www.bsr.org/CSRResources/LeadingPerspectives>
Site Web : <http://www.bsr.org/CSRResources/CTI.cfm>
- **Conseil d'entreprises chinois pour le développement durable (CBCSD)**
Créé en 2004 comme agence du WBCSD, Conseil mondial pour le développement durable, cette organisation rassemble des chefs d'entreprises étrangers et locaux volontaires et fait office de plateforme de communication. Des entreprises françaises comme Areva, EDF, Veolia, ou encore Peugeot PSA sont membres du CBCSD.
Site Web : <http://english.cbcsd.org.cn/>
- **Corporate Social Responsibility Charter (Hong-Kong)**
La charte CSR de Hong-Kong a été lancée le 26 septembre 2005. La charte est une initiative de chefs d'entreprise de Hong-Kong qui oeuvrent pour la Responsabilité sociale des entreprises et développée par eux avec le soutien de Community Business. L'objectif de cette charte pour une entreprise est essentiellement de montrer son implication dans les activités de RSE.
Site Web : http://www.communitybusiness.org.hk/CSR_Charter.html
- **Chinese Association for Corporate Social Responsibility (août 2006)**
L'établissement de la Chinese Association for Corporate Social Responsibility a été annoncé lors d'un forum sur la responsabilité sociale des entreprises qui s'est déroulé à Tianjin, en Chine, en mai 2006. L'association, déjà soutenue par 20 entreprises, appelle d'autres entreprises à assumer leurs responsabilités sociales à travers des actions comme la promotion de la protection de l'environnement et l'aide à l'atténuation de la pauvreté.
Informations : http://news3.xinhuanet.com/english/2006-05/17/content_4559768.htm

Quelques sources d'informations

- **ChinaCSR.com**
ChinaCSR.com met à disposition des informations ayant pour but de venir en aide aux professionnels de la responsabilité sociale des entreprises pour qu'ils agissent sur de nouvelles tendances et explorent de nouvelles voies qui leur sont propres. L'organisation collecte des communiqués de presse, des commentaires et des indices dans le but de fournir les informations nécessaires pour conduire des affaires à Pékin, Shanghai, ou encore dans les terres chinoises.
Site Web : www.chinacsr.com
- **CSRChina.net**
CSRChina.net est une ressource née il y a un an à destination des entreprises chinoises, établie par SourceAsia Ltd (Oxford, UK) et par le réseau PDA Network (Canton, Chine). Elle a bénéficié du soutien du British Council (agissant dans le sud de la Chine en tant que section culturelle et éducative du consulat général britannique de Canton), est financée par l'association Guangdong Human Resource Management Association et l'académie de sciences sociales de Guangdong.
CSRChina.net met à disposition :
 - Des documents sur les activités de RSE en Chine
 - Des outils de gestion
 - Des groupes de réseau commercial échangeant leurs meilleures pratiquesSite Web : www.csrchina.net
- **Syntao : Responsabilité sociale dans les affaires et les investissements**
Syntao est une plateforme Internet se concentrant sur les informations relatives à la responsabilité sociale des entreprises et à l'investissement socialement responsable en Chine et dans le monde. Elle propose également des services de conseil professionnel afin d'aider les entreprises à améliorer et rapporter leurs activités de RSE, et les institutions financières dans leur procédure de sélection sociale. Chacun peut devenir membre et participer au forum, ainsi que recevoir la lettre d'informations.
Site Web : http://www.syntao.com/E_index.asp
- **CSR Asia**
CSR Asia est une entreprise sociale qui vise à être le premier fournisseur d'informations sur la responsabilité sociale des entreprises dans la région Asie-Pacifique. CSR Asia renforce les capacités des entreprises et leur chaîne logistique pour promouvoir la sensibilisation aux questions de RSE afin de faire avancer le développement durable dans la région. Le premier bureau de CSR Asia a été inauguré à Hong-Kong en 2004, puis le second à Singapour en 2005. L'organisation propose des services de RSE aux entreprises, ONG et gouvernements dans les domaines suivants :
 - Rapports RSE
 - Formation intensive sur la RSE
 - Aide au développement de stratégies RSESite Web : www.csr-asia.com/

ORSE – Observatoire sur la Responsabilité Sociale des Entreprises, exerce, pour le compte de ses adhérents (grandes entreprises, sociétés de gestion de portefeuille, organismes professionnels et sociaux), une veille permanente sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, le développement durable et l'investissement socialement responsable (ISR) en France, en Europe et à l'international. Site : www.orse.org

CSR Europe CSR Europe est un réseau à but non lucratif dont l'objectif est d'aider des entreprises à intégrer la responsabilité sociale d'entreprise (CSR) dans leur façon d'opérer. www.csreurope.org